

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-D'Anjou

Saint-Barthélemy-D'Anjou, le 18 août 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAUMUR DISTRIBUTION (LECLERC)

51 boulevard de Lattre de Tassigny
49400 Saumur

Références : 2025-453_AUTO_Saumur Distribution – Saumur_RAP
Code AIOT : 0006302507

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/08/2025 dans l'établissement SAUMUR DISTRIBUTION (LECLERC) implanté 51 boulevard de Lattre de Tassigny 49400 Saumur. L'inspection a été annoncée le 04/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Pétro Ouest exploite de fait une station service à Saumur. Le site à lui seul pourrait être soumis à déclaration avec contrôle périodique pour les rubriques 1435 et 4734. Les activités sont cependant recensées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de Saumur Distribution.

C'est aussi le cas à proximité de la station service d'une activité de vente de bouteilles de gaz non gérée par Petro-Ouest.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAUMUR DISTRIBUTION (LECLERC)
- 51 boulevard de Lattre de Tassigny 49400 Saumur
- Code AIOT : 0006302507

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'AIOT est un ensemble d'activités autorisées par arrêté préfectoral du 10 mai 2011.

La visite a porté sur la station service, le stockage de carburants associé et une activité de vente de bouteilles de gaz. Les conclusions sont cependant plus larges.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative et changement partiel d'exploitant	Code de l'environnement du 09/12/2020, article R. 511-9 et L. 181-15-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A ce stade, le changement d'exploitant au bénéfice de Petro-Ouest n'a pas été acté.

Péto Ouest exploite de fait cette station service à Saumur pour laquelle vous restez titulaire de l'autorisation ICPE. Le site de la station service à lui seul pourrait être soumis à déclaration avec contrôle périodique pour les rubriques 1435 et 4734. Les activités sont cependant recensées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 mai 2011 dont vous êtes titulaire.

La situation administrative doit être clarifiée d'autant que le seuil de l'enregistrement a été dépassé en 2023 pour la station service.

D'autres aspects mentionnés dans le rapport doivent aussi être examinés pour mettre à jour la situation administrative.

Un point devra également être effectué concernant la cessation d'activité de l'ancienne station service.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative et changement partiel d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2020, article R. 511-9 et L. 181-15-1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative et changement partiel d'exploitant
Prescription contrôlée : Article R511-9 La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. La situation administrative doit être à jour. Article L181-15-1 Lorsqu'un ou plusieurs tiers souhaitent, avec l'accord du ou des titulaires d'une autorisation environnementale, bénéficier d'un transfert partiel de celle-ci, ils en font la demande auprès de

l'autorité administrative compétente. Lorsque celle-ci estime que la modification n'est pas substantielle, que le transfert partiel peut s'effectuer sans porter atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L. 181-3 et L. 181-4, que les conditions prévues aux articles L. 181-26 et L. 181-27 sont, le cas échéant, réunies et qu'il est possible d'identifier les mesures relevant de chacun, notamment pour assurer l'application de l'article L. 181-12, elle délivre à chaque demandeur et au titulaire initial une autorisation environnementale distincte.

Constats :

Petro-Ouest a fait réaliser un contrôle périodique complémentaire suite à des non conformités majeures constatées sur une station service soumise à la rubrique 1435 et qui fait en fait partie de votre arrêté préfectoral du 10 mai 2011.

Suite à ce contrôle complémentaire au titre de la rubrique 1435 en date du 04/04/2025, l'organisme de contrôle a notifié une non conformité majeure résiduelle :

Article 1.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

"Volume équivalent annuel distribué relevant de la rubrique 1435 supérieur à la valeur supérieure du régime déclaratif, tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement."

Petro-Ouest a en date du 28/01/2025 réalisé un dépôt de demande de déclaration au titre de la rubrique 1435 (Niveau d'activité : 20 000 m³).

Il s'agit d'une demande de modification portant la référence A-5-690Z8IQM6.

L'intitulé de la rubrique 1435 étant le suivant :

Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.

Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :	
1. Supérieur à 20 000 m ³	(E)
2. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	(DC)

Cette déclaration pose deux problèmes.

D'une part, elle n'autorise pas le régime de fonctionnement de l'enregistrement pour la station service.

D'autre part, ces activités (1435 mais aussi 4734 dont l'intitulé est rappelé ci-dessous) ont été autorisées par un arrêté préfectoral du 10 mai 2011 au bénéfice de la S.A. Saumur Distribution.

Un changement d'exploitant a été sollicité en date du 03/01/2018.

Un retour de la part de l'inspection des installations classées à Petro-Ouest a été fait en date du 01/08/2018 mais le changement d'exploitant n'a pas été acté.

Il convient donc de reprendre les démarches à partir d'une actualisation du classement ICPE de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2011 puis d'examiner les possibilités de segmentation des activités en fonction des dispositions applicables.

Il conviendra en particulier d'examiner à titre non exhaustif le respect des distances

d'éloignement fixés par les textes réglementaires.

Il a aussi été constaté au sein de la station service une activité de vente de bouteilles de gaz a priori non gérée par Petro-Ouest.

Il conviendra de justifier les mesures prises afin de ne pas dépasser le seuil autorisé par l'arrêté préfectoral du 10 mai 2011 ainsi que pour ne pas atteindre le seuil de déclaration de la rubrique 4718 (6 tonnes).

Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.

La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :	
1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :	
a) Supérieure ou égale à 2 500 t	(A)
b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t	(E)
c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total	(DC)
2. Pour les autres stockages :	
a) Supérieure ou égale à 1 000 t	(A)
b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total	(E)
c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	(DC)

Au titre de la rubrique 4734, il est noté un léger écart entre ce qui a été constaté sur site 310 m³ et l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 mai 2011 (300 m³ stockés).

Pour cette rubrique 4734, le rapport de la contre visite du 23 avril 2025 ne mentionne plus de non conformité majeure.

Votre dossier comporte également une déclaration du bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 4734-1-c (900 tonnes) qu'il conviendra de préciser.

La preuve de dépôt associée porte la référence A-8-NNFG74P3RD.

Un point devra également être réalisé concernant la cessation d'activité de l'ancienne station service.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le changement d'exploitant au bénéfice de Petro-Ouest n'étant toujours pas entériné, il convient que Saumur Distribution titulaire de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 mai 2011 reprenne en concertation avec Petro-Ouest les démarches à partir d'une actualisation du classement ICPE de l'arrêté préfectoral puis examine les possibilités de segmentation des activités en fonction des dispositions applicables.</p> <p>Il sera en particulier nécessaire d'examiner à titre non exhaustif le respect des distances d'éloignement fixés par les textes réglementaires (en particulier, une activité de vente de bouteilles de gaz a priori non gérée par Petro-Ouest a été constatée lors de la visite à proximité de la station service).</p> <p>Ces éléments permettront de constater le régime ICPE de fonctionnement découlant de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2011 puis le cas échéant de fixer le régime ICPE de procédure.</p> <p>Sur cette base et en réalisant une analyse de conformité par rapport aux dispositions applicables, il sera possible d'examiner les conditions pour réaliser un changement d'exploitant et pour que la station service puisse fonctionner sous le régime de l'enregistrement.</p> <p>Il est aussi nécessaire de justifier les mesures prises afin de ne pas dépasser le seuil autorisé par l'arrêté préfectoral du 10 mai 2011 ainsi que pour ne pas atteindre le seuil de déclaration de la rubrique 4718 (6 tonnes) pour l'activité de vente de bouteilles de gaz.</p> <p>Au titre de la rubrique 4734, il est noté un léger écart entre ce qui a été constaté sur site 310 m³ et l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 mai 2011 (300 m³ stockés) qu'il faudra corriger.</p> <p>Votre dossier comporte également une déclaration du bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 4734-1-c (900 tonnes) qu'il conviendra de préciser.</p> <p>Un point devra également être réalisé concernant la cessation d'activité de l'ancienne station service.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>